

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3. — Etats-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. VII.

No. 33.

Prix du numéro, 7 centins. — Annonces, la ligne, 5 centins.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 31 AOÛT 1876

Rédaction, Administration, Bureaux d'Abonnements et d'Annonces : Nos. 5 et 7, Rue Bleury, Montréal. — GEO. E. DESBARATS, Directeur-Gérant.

SOMMAIRE

Revue Européenne, par P. C. — Nos gravures : Notre-Dame de Lourdes : Le chemin semé de fleurs ; Mgr. Connolly, archevêque d'Halifax. — Le Canada à l'exposition universelle. — Nécrologie : M. W. D. Drummond. — Emigration canadienne au Nord-Ouest. — Pèlerinage à Sainte-Anne. — Le prince Milan. — Les aventures du capitaine Hatteras, par Jules Verne (suite). — Les Canadiens de l'Ouest : Joseph Rolette, par Jos. Tassé (suite et fin). — Nouvelles générales. — Bonheur et longévité, par le Dr. Sévérin Lachapelle. — Faits divers. — Littérature canadienne : Le roi des étudiants, par Vincelas-Eugène Dick (suite). — Tristesse, par Dolamane. — Enigmes, charades, problèmes, questions, etc. — Le jeu de dames. — Prix du marché de détail à Montréal.

GRAVURES : Gravures qui accompagnent le texte des aventures du capitaine Hatteras ; Feu Mgr. Connolly, archevêque d'Halifax ; Le chemin semé de fleurs ; Eglise de Notre-Dame de Lourdes. Rue Ste. Catherine, Montréal.

REVUE EUROPEENNE

La guerre, qui monopolise l'attention de l'Europe, s'est poursuivie jusqu'ici avec des fortunes diverses, et surtout diversement appréciées par les journaux, selon que les correspondants sont Russophiles ou Turcophiles. Il n'y a qu'un point sur lequel on ne varie malheureusement pas ; les cruautés dont les Turcs se rendent coupables en Bulgarie, et partout où ils sont les plus forts, excitent à bon droit l'indignation de toute la chrétienté. Des villages incendiés, des femmes violées et assassinées, des enfants lancés en l'air et retombant sur des baïonnettes, des vieillards massacrés, enfin, tout ce qu'on peut imaginer de honteux ajouté aux calamités ordinaires de la guerre, tel est le triste tableau que présentent aujourd'hui ces malheureuses contrées.

Si les Turcs, qui sont maintenant victorieux sur les confins de la Serbie et qui viennent même d'entrer sur le territoire serbe, s'y conduisent de la même manière, la Russie aura bien de la peine à ne pas intervenir, malgré que le Czar ait jusqu'ici, et tout récemment encore, rassuré l'Autriche sur ses intentions. Un journal officiel de Saint-Petersbourg a été même jusqu'à dire "que la Russie ne peut risquer tout son avenir en se mêlant activement à la lutte en Orient, où elle rencontrerait toutes les puissances, jalouses de sa grandeur, liguées contre elle."

D'un autre côté, un journal du vieux parti Russe, le *Narodno Vremia*, a lancé un appel chaleureux aux éléments slaves qui forment la majorité des populations autrichiennes, les invitant à briser le joug des Magyars et des Allemands, et à forcer l'Autriche de se porter au secours de leurs frères des provinces danubiennes.

Jusqu'ici, au moins, la Serbie paraît être battue, et en grand danger. Une seule victoire importante, celle d'Abiza, est à porter au crédit des Slaves, et les Monténégrins en ont tout l'honneur ; tandis que dans un grand nombre de rencontres, les Turcs ont été victorieux. Leur entrée en Serbie est certaine, et qu'ils y soient ou non repoussés, il est évident que la guerre d'émancipation des populations qui sont immédiatement sous le joug des Turcs est manquée, sauf l'intervention possible de la Russie. La Serbie en est à lutter maintenant pour conserver sa propre indépendance.

La *Poll Mall Gazette* de Londres contenait dernièrement un article sur la Serbie, qui explique comment cet Etat, si petit en apparence, a pu se lancer, ou permettre qu'on le lance dans une aventure, qui menace de tourner si mal.

L'auteur commence par se demander

quelle oppression pouvait peser sur un pays, dont tous les rapports avec la Turquie, consistaient dans le paiement d'un tribut annuel. "Mais, reprend-t-il, la Serbie sympathise avec une province voisine dont les habitants sont bien maltraités. La Serbie a de plus un passé historique qui lui fait rêver d'un avenir brillant ; et par-dessus tout, elle a une situation géographique qui la fait pénétrer comme un coin dans le centre des populations slaves de la Turquie."

Le passé glorieux dont le souvenir s'est conservé par la tradition chez les Serbes, remonte au cinquième siècle de l'ère chrétienne. C'est un souvenir, dit l'écrivain, qui a plus de poésie que de réalité politique. Cependant, il y eut une époque, qui ne dura guère plus d'un quart de siècle, pendant laquelle la Serbie fut un grand état, ce qu'on appellerait aujourd'hui une puissance ; elle couvrait presque tout le territoire qui porte maintenant le nom de Turquie d'Europe. Stéphane Dushan, roi de Serbie, s'intitulait empereur des Roumains ; il fit de grands efforts pour s'établir sur le trône de Constantinople. Ce fut dans la bataille de Kassowa que cet empire naissant fut détruit, et les Serbes d'aujourd'hui ont tellement à cœur de le rétablir, qu'ils ont choisi l'anniversaire de cette écrasante défaite de leurs ancêtres pour faire leur nouvelle levée de boucliers et entrer en campagne contre les Turcs. Il faut avouer, cependant, que jusqu'ici ce choix ne leur a point porté bonheur.

D'après un statisticien du nom de Schafank, la langue serbe serait parlée par pas moins de sept millions et un quart d'individus, dont quatre millions et demi en Autriche, deux millions et demi en Turquie et dans les principautés danubiennes, et cent mille en Russie.

La petite principauté gouvernée par le prince Milan Obrenowitch est donc seule-ment une partie, on peut dire le noyau de la nationalité serbe. Une société secrète, organisée d'abord comme association littéraire sous le nom d'*Omladina*, a joué un grand rôle dans la conservation du patriotisme national de ces peuples. Elle embrasse dans ses ramifications tous les Slaves du sud, et elle a ses deux sièges principaux, ses *académies* à Agram, en Croatie, et à Belgrade, la capitale de la Serbie.

Des ballades, des poèmes, des traditions patriotiques, des fictions poétiques ou romanesques basées sur ces traditions, ont nourri et nourrissent encore chez ces belliqueuses populations l'espoir d'une revanche. Revêtue d'une forme plus scientifique par les associations littéraires, et habilement organisée, cette propagande a montré qu'après tout, la poésie et la littérature n'étaient point des choses si vaines et si inutiles pour un peuple (1).

(1) Les ballades serbes ont été le sujet d'une très-étrange mystification due à M. Prosper Mérimée, sur laquelle Goethe donna l'éveil dans une revue qui s'appelait "Le Divan."

Mérimée se proposait de faire un voyage en Serbie et dans les pays voisins, pour y étudier la littérature de ces peuples et publier à son retour ce qu'il pourrait recueillir en fait de poèmes nationaux, légendes, etc. Or, les fonds lui manquaient. Il crut qu'il vaudrait peut-être mieux publier les ballades d'abord, et faire le voyage ensuite, avec le produit. De là, un charmant volume de *ballades serbes*,... inventées à Paris, et imprimées sous le titre : *La Guzla*, nom de l'espèce de guitare qui est l'instrument de musique national des Serbes.

Lord Lytton a publié, aussi lui, un recueil de poèmes serbes, dont l'authenticité n'est point garantie par l'écrivain à qui nous empruntons ces renseignements. Comme pendant à la Guzla, on sait que Mérimée a aussi fait publier le théâtre de Clara Gazul, comédienne Espagnole, et que ce fut avec ces deux ouvrages apocryphes et anonymes qu'il commença sa carrière littéraire.

On pourrait répondre, il est vrai, que c'est ce sentiment poétique qui a empêché ces chrétiens d'envisager leur situation avec sang-froid, et de calculer les chances de l'aventure dans laquelle ils se sont lancés. Mais à tout événement, un fort sentiment patriotique et national est un trésor pour des populations opprimées, et ce sentiment, fût-il mal dirigé et réprimé aujourd'hui, plus il l'aura été cruellement, plus il reparaitra et se relevera, fort dans l'avenir.

Le prince Milan, en quittant Paris en 1868, à l'âge de quatorze ans, pour aller remplacer son oncle assassiné et lutter contre la dynastie des Karageorgewitch (car ce petit pays a le luxe de deux dynasties rivales), avait dit spirituellement : "Je ne sais point si je vais me faire couronner ou fusiller, mais je serai certainement l'un ou l'autre." D'après les dernières nouvelles, il court une chance, après avoir été *l'un*, d'être *l'autre*. Les revers qu'il a subis ont irrité les populations ; elles sont déjà en certains endroits prêtes à se soulever contre lui. Un Karageorgewitch est déjà sur les rangs et au milieu des malheurs de la patrie, les ambitions viennent, comme partout, profiter de la situation pour exciter la discorde. On s'en prend aussi au général Tchernaieff ; on demande à grands cris sa destitution, et les Serbes paraissent être de l'avis de la Convention française, qui, lorsqu'elle avait décrété la victoire, faisait le procès à ses généraux s'ils lui désobéissaient, en se faisant battre, même par des forces supérieures.

Mais si les Serbes ont des difficultés intérieures, les Turcs ne sont pas mieux partagés sous ce rapport. Après la sanglante tragédie (suicide ou assassinat) qui a terminé le règne d'Abdul-Medjid, l'assassinat de ses ministres, et l'abdication du nouveau sultan causée par l'état de sombre démençe où l'auraient jeté les périls dont il est environné, viennent achever de compliquer la situation.

Elle est, du reste, également difficile pour tout le monde ; une correspondance de Cracovie à l'*Univers*, et la dernière lettre de M. Gaillardet au *Courrier des Etats-Unis*, confirment également tout ce que l'on a pu lire dans nos revues précédentes au sujet des dispositions des populations catholiques, qui ont peut-être plus à craindre encore les Slaves de religion grecque que les Turcs ; des embarras de la Russie, qui évidemment a formé une crise pour laquelle elle n'était pas elle-même préparée ; et de ceux plus grands encore de l'Autriche, qui redoute de voir un empire serbe se former pour bien dire autour d'elle, et qui craint également de s'annexer des états slaves de crainte de rompre l'équilibre de son dualisme et de se trouver partagée, au profit de nouvelles combinaisons. Deux journaux catholiques de Rome se sont aussi dernièrement prononcés comme M. Louis Veillot, que nous avons cité dans notre dernière revue, en faveur des Turcs contre les Russes.

Il y a là un état de choses qui pèse dans ce moment d'une manière très-désagréable sur les affaires de l'Europe et sur celles du monde entier. Dans ce siècle, où les fortunes des particuliers ressentent si souvent les perturbations des finances publiques, les événements politiques les plus lointains peuvent vous affecter avant même que vous n'ayez eu le temps d'y songer. Aussi suit-on, dans tous les centres d'affaires, avec une très-grande anxiété toutes

les phases déjà nombreuses du drame qui se joue en Orient. Hier, par exemple, le télégraphe nous apprenait que les Serbes étaient déjà tellement abattus, que la situation devenait favorable pour une intervention des puissances et, l'on nous faisait espérer un congrès à Bruxelles. Aujourd'hui, il nous dit que les Russes font des préparatifs formidables ; que des officiers et des volontaires russes se rendent en nombre en Serbie ; que de grandes dames de l'empire vont dans les hôpitaux et les ambulances prodiguer leurs soins aux blessés ; qu'enfin l'intervention active du Czar est plus probable que jamais. Demain, sans doute, il nous dira tout autre chose, quitte à revenir sur ses pas après-demain.

Pendant toutes ces vicissitudes, M. Disraeli continue à tenir le même langage comminatoire, mais réservé ; les diplomates du continent ne disent rien du tout et n'en pensent peut-être pas plus, excepté M. de Bismarck, qui a le prestige de toujours méditer une infinité de choses toutes plus formidables les unes que les autres ; ce qui est avantageux pour un homme d'état, même quand il a jeté sa langue aux chiens et ne sait plus où il en est.

Au milieu de ces craintes, de ces hésitations de l'Europe, au bruit de l'orage qui gronde dans le lointain en se rapprochant par intervalles, les Chambres de Westminster et celles de Versailles achèvent péniblement les deux plus longues sessions qui se soient vues depuis bien des années. Celle du parlement anglais sera terminée, pense-t-on, vers le milieu de ce mois. Quant aux Chambres françaises, on n'en voit pas encore le bout.

M. de Marcère a posé dernièrement la question ministérielle dans l'Assemblée législative au sujet de la loi des municipalités. La question de savoir qui du gouvernement ou des conseils municipaux choisira ces fonctionnaires, n'était pas en elle-même assez importante pour expliquer un tel procédé ; on a eu recours aux suppositions et peut-être aux indiscrétions plus ou moins calculées de l'entourage des ministres. Le correspondant du *Times* a donné l'éveil en annonçant que le maréchal MacMahon avait signifié à ses ministres qu'il lui fallait une preuve de la confiance des Chambres, et qu'en cas d'insuccès, pour sa part il n'irait pas plus loin du côté de la gauche. La formation d'un ministère plus conservateur que celui de M. Dufaure aurait eu pour conséquence immédiate, ou au moins prochaine, la dissolution de l'Assemblée législative. Il est peu vraisemblable que M. le maréchal MacMahon ait voulu courir une pareille aventure. Mais c'est le cas de dire *si non à vero à ben trovato*. La rumeur a eu son effet ; elle a rapporté au ministère une imposante majorité.

Celui-ci, d'un autre côté, a été défait dans le sénat sur la mesure Waddington, que nos lecteurs connaissent déjà. On avait fait courir le bruit que le cabinet, ou au moins le ministre de l'instruction publique, résignerait par suite de cet échec. Il n'en a rien été.

L'antagonisme que cette dernière circonstance, ajoutée à l'élection de M. Buffet, accuse entre les deux Chambres va encore s'accroître si M. Chesnelong, comme on le croit, est élu pour remplacer M. Casimir Périer, qui vient de mourir.

Né à Paris, le 20 août 1811, M. Périer était le fils de l'homme d'état qui a joué